



---

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA SÉCURITÉ—DIVISION DE  
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DE L'ACCUEIL ET DU CONTENTIEUX

## **ASSURANCE EN RESPONSABILITÉ CIVILE POUR LE COMPTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, DES DÉPUTÉS ET DE LEURS COLLABORATEURS**

**MARCHE N°25F068**

*Lot 1 : Assurance responsabilité civile pour le compte des députés et de leurs collaborateurs*

*Lot 2 : Assurance responsabilité civile pour le compte de l'Assemblée nationale, ses organes et son personnel*

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Procédure - Forme	4
1.4. Durée	4
1.5. Montants	4
1.6. Lieux d'exécution	5
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES</b>	<b>5</b>
2.1. Pièces particulières	5
2.2. Pièces générales	5
2.3. Pièces fournies par le titulaire	5
<b>ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE</b>	<b>5</b>
3.1. Acheteur	5
3.2. Représentant du titulaire	5
3.3. Formes des notifications entre les parties	6
<b>ARTICLE 4 - PRIX</b>	<b>6</b>
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	6
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	6
4.3. Variation dans les prix	6
<b>ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT</b>	<b>7</b>
5.1. Modalités de facturation	7
5.2. Mode de règlement	8
5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	8
5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	8
5.5. Présentation des demandes de paiement	8
<b>ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>9</b>
6.1. Désignation de sous-traitants	9
6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	10
<b>ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES</b>	<b>10</b>
7.1. Avance	10
7.2. Acomptes	11
<b>ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX</b>	<b>11</b>

<b>ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES</b>	<b>11</b>
10.1. Responsabilité	11
10.2. Assurances	12
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>12</b>
11.1. Engagements environnementaux	12
11.2. Engagements sociaux	13
<b>ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>13</b>
12.1. Qualité des fournitures / prestations	13
12.2. Obligations du titulaire	13
12.3. Opérations de vérifications	13
12.4. Bilan	13
<b>ARTICLE 13 - clause de rÉexamen</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS</b>	<b>14</b>
14.1. Délais d'exécution	14
14.2. Pénalités	14
<b>ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE</b>	<b>15</b>
16.1. Résiliation par l'Assemblée nationale	15
16.2. Résiliation par le titulaire	15
16.3. Litiges	15
16.4. Langue	15
<b>ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</b>	<b>16</b>
17.1. Obligation de confidentialité	16
17.2. Protection des données à caractère personnel	16
<b>ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	<b>17</b>
<i>Annexe 1 : protection des données à caractère personnel (RGPD) du lot 1</i>	<i>18</i>
<i>Annexe 2 : protection des données à caractère personnel (RGPD) du lot 2</i>	<i>19</i>

# **ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

## **1.1. Objet**

Le marché a pour objet la souscription de contrats d'assurance responsabilité civile pour le compte des députés et de leurs collaborateurs, ainsi que, pour le compte de l'Assemblée nationale.

L'ensemble des prestations attendues sont détaillées dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) des lots correspondants.

## **1.2. Allotissement**

Le marché est constitué de 2 lots distincts.

- Lot 1 :

Le lot 1 a pour objet la couverture des députés et de toute personne placée sous leur autorité.

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) du lot correspondant.

- Lot 2 :

Le lot 2 a pour objet le renouvellement du contrat d'assurance responsabilité civile de l'Assemblée nationale.

L'ensemble des prestations attendues au titre de chacun des lots est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) du lot correspondant.

## **1.3. Procédure - Forme**

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique (CCP).

Chaque lot prend la forme d'un marché ordinaire, conclu à prix global et forfaitaire.

## **1.4. Durée**

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement trois fois par périodes consécutives de 12 mois.

En cas de non reconduction, la décision est notifiée par un courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la date de fin de la période en cours.

## **1.5. Montants**

Le montant total de chaque lot du marché est indiqué à l'annexe 3 de l'acte d'engagement de chaque lot.

### **1.6. Lieux d'exécution**

Le marché est exécuté dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES**

---

Le marché est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1. Pièces particulières**

- L'AE (acte d'engagement) du lot 1 et du lot 2 dûment complété, et ses annexes dont les annexes financières ;
- Le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) commun aux deux lots et son (ses) annexe(s), dont l'annexe RGPD, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) du lot 1 et du lot 2 et son (ses) annexe(s), dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;

### **2.2. Pièces générales**

- Le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

### **2.3. Pièces fournies par le titulaire**

- Le CRT (cadre de réponse technique) de chaque lot ;

## **ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE**

---

### **3.1. Acheteur**

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur de la Direction de l'Administration générale et de la sécurité ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par le chef de division de la Division de l'Administration générale, de l'accueil et du contentieux.

### **3.2. Représentant du titulaire**

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à

son remplacement dans un délai de 10 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

### **3.3. Formes des notifications entre les parties**

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

## **ARTICLE 4 - PRIX**

---

### **4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix sont forfaitaires définitifs.

Ils sont indiqués dans l'acte d'engagement.

Pour le lot 1, le prix initial se base sur une adhésion de 538 députés compris au forfait. L'ajout ou le retrait d'adhérents s'effectue par ordre de service conformément à l'article 13 « clause de réexamen » du présent CCAP.

### **4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

### **4.3. Variation dans les prix**

Les montants des limitations contractuelles d'indemnités et de la franchise sont fermes pendant toute la durée du marché.

Les prix du marché, correspondants à la prime, sont révisables.

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date de notification du marché, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times [(Indice_1/Indice_0)]$$

Dans laquelle :

**$P_1$**  : prix révisé ;

**$P_0$**  : prix à la date d'établissement des prix ;

**$Indice_1$** : dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice au moment de la révision des prix ;

**$Indice_0$** : valeur de l'indice à la date d'établissement des prix.

L'indice de référence est l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Ensemble (identifiant INSEE : 001759970).

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix révisés à compléter jours / mois avant la date de révision des prix à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution, s'accompagne de celle de l'indice de révision, obtenu par la même formule, sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés seront arrondis à la deuxième décimale.

#### Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier, avec un préavis de 3 mois, la partie non exécutée du marché, lorsque la révision des prix conduit à une augmentation de plus de 6 % par rapport à la précédente révision.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché par la personne publique pour ce motif n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

## **ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

---

### **5.1. Modalités de facturation**

Les prestations exécutées sont payées annuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire,

- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence du marché (intitulé et numéro),
- Le montant forfaitaire des prestations,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables,
- Le montant total TTC des prestations exécutées,
- Le nom du service destinataire,
- La date et l'adresse de facturation.

Pour toute facture incomplète, le délai de paiement est suspendu et la facture retournée.

## **5.2. Mode de règlement**

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

## **5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances**

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

## **5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

## **5.5. Présentation des demandes de paiement**

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures**



**électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.**

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.**

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché pourra être résilié.

## **ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE**

---

### **6.1. Désignation de sous-traitants**

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4<sup>1</sup> (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
  - ☐ la désignation précise des prestations sous-traitées,
  - ☐ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
  - ☐ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
  - ☐ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
  - ☐ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;

---

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

**La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :**

<mailto:ags.sec@assemblee-nationale.fr>

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## **6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

# **ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES**

---

## **7.1. Avance**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire du lot 1, en vertu de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, et du lot 2, en vertu de l'article R. 2191-4 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 100% en application de l'article R. 2191-8 du code de la commande publique.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En vertu de l'article R. 2191-11, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes au titulaire et débute à la première demande de paiement.

## **7.2. Acomptes**

Sans objet

### **ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX**

---

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre le cas échéant un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

### **ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ**

---

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

### **ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

#### **10.1. Responsabilité**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

## **10.2. Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

# **ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

## **11.1. Engagements environnementaux**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Critair de niveau 1 à 4 (y compris véhicules électriques et hydrogène). Les prestations sont exécutées par le biais de véhicules ne comportant aucune motorisation Diesel.

Les véhicules légers ( $PTAC \leq 3,5$  t) utilisés auront un seuil d'émissions de CO<sub>2</sub> de 110g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations seront exécutées autant que faire se peut à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;

- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 6 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

### **11.2. Engagements sociaux**

Il est souhaité que le titulaire mette en place, dans le cadre de l'exécution du marché et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail.

## **ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **12.1. Qualité des fournitures / prestations**

Les prestations doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;
- aux spécifications contractuelles.

### **12.2. Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations prévues par les documents contractuels.

En cas de manquement à ces dispositions, les prestations pourront être refusées et le marché pourra, le cas échéant, être résilié aux torts du titulaire.

### **12.3. Opérations de vérifications**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de 30 jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

### **12.4. Bilan**

Tous les ans à compter de la notification, en complément de la facture, le titulaire transmet au représentant de l'Assemblée nationale le bilan d'activité, en indiquant notamment pour chaque

sinistre : la date, le lieu, la nature, l'état du dossier, le montant indemnisé, le montant de la franchise acquittée et toutes informations jugées utiles.

L'année marquant le terme du marché, le titulaire transmet un bilan intermédiaire, six mois avant son échéance.

## **ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN**

---

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché ne peut être modifié en cours d'exécution que dans les cas expressément prévus ci-dessous. Toute évolution du périmètre contractuel doit faire l'objet d'un ordre de service notifié avant le début de la prise en charge des garanties de responsabilité civile.

Le prix relatif aux prestations ajoutées ou retirées est fixé à l'annexe 3 à l'acte d'engagement.

Pour le lot 1, le nouveau montant de la prime est calculé sur une année civile, au *pro rata temporis* du nombre de mois écoulés à compter de la prise d'effet de l'évolution des garanties.

La présente clause s'applique aux 20 députés non intégrés au périmètre initial du marché et soumis à une adhésion obligatoire et aux 19 députés soumis à une adhésion facultative (8 députés TOM/COM et 11 députés français de l'étranger) tels que définis à l'article 1 du CCTP. Les députés soumis à une adhésion facultative, conservent la faculté de résilier le contrat à l'occasion de sa reconduction annuelle.

Un ordre de service peut être individuel ou collectif.

## **ARTICLE 14 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS**

---

### **14.1. Délais d'exécution**

Le marché s'exécute à compter de sa notification.

### **14.2. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes :

Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé (par jour calendaire jusqu'à régularisation)	500 €
Manquement à la protection des données à caractère personnel (par cas constaté)	1500 €
Manquement à la confidentialité (par cas constaté)	1500 €

#### **➤ Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

## **ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

---

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

## **ARTICLE 16 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE**

---

### **16.1. Résiliation par l'Assemblée nationale**

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

### **16.2. Résiliation par le titulaire**

Le titulaire conserve la faculté de résilier le présent contrat dans les cas prévus par le Code des assurances, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par exception à l'article R.113-10 du Code des assurances, le délai d'un (1) mois prévu pour la résiliation après sinistre est remplacé par un délai de quatre (4) mois.

### **16.3. Litiges**

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

### **16.4. Langue**

Les documents relatifs au présent marché sont rédigés en Français.

## **ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

---

### **17.1. Obligation de confidentialité**

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

### **17.2. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.



## **ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-FCS.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG.
- L'article 10.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 12.3 déroge à l'article 30.1 du CCAG.

## **ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD) DU LOT 1**

---

**(Voir fichier Word joint)**

## **ANNEXE 2 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD) DU LOT 2**

---

**(Voir fichier Word joint)**